

# Démocratie, Education, Laïcité : construire ensemble la « table ronde »

Intervention de Philippe Meirieu, « grand témoin », lors de la séance de clôture du congrès de la Ligue de l'enseignement le 25 juin 2016 à Strasbourg

Bonjour à toutes et à tous. Merci à la Ligue de l'enseignement de m'avoir invité pour cette tâche difficile à laquelle je vais tenter de me livrer, celle d'esquisser une synthèse de vos travaux. Mais, permettez-moi de vous proposer moins une synthèse exhaustive, thème par thème, que quelques remarques autour d'une thématique qui m'est apparue dès le début de vos travaux et qui, me semble-t-il, a tramé l'ensemble des débats et des discussions, aussi bien dans cette salle que dans l'ensemble des échanges de ce congrès, la thématique du « commun ».

Dès l'ouverture M. le maire Strasbourg nous a rappelé cette formule de Jean Macé nous enjoignant de laisser nos différences au « Bureau des cannes et parapluies » pour consacrer nos énergies à travailler sur notre avenir commun. Et je parlerai moi-même plutôt aujourd'hui, tant cette question me semble centrale, de « l'avenir du commun », car le « commun » lui-même me semble un enjeu majeur. Que peut-il être pour notre société ? Que doit-il être pour notre éducation que ce soit l'éducation familiale, l'éducation scolaire ou l'éducation populaire, ces trois piliers d'une éducation démocratique et laïque authentique ?

Je vais me permettre de regrouper mes remarques en deux grandes séries : une première que j'ai intitulée « la fin des sociétés holistiques et les tâtonnements de la démocratie » ; une seconde autour de la fin des grands récits et de la construction difficile mais éminemment nécessaire d'un hypothétique commun.

## ***La fin des sociétés holistiques et les tâtonnements de la démocratie***

C'est Marcel Gauchet qui explique que, depuis les années soixante-dix, il s'est passé, il se passe encore, quelque chose qui, dit-il, est déterminant dans l'avenir de nos sociétés, pour la manière dont elles se vivent et se pensent : c'est que nous sommes devenus « métaphysiquement démocrates ». Je crois que Marcel Gauchet a raison et que son expression est particulièrement pertinente car nous sommes plus « métaphysiquement démocrates » que « politiquement démocrates ».

En quoi sommes-nous métaphysiquement démocrates et pourquoi ne sommes-nous pas encore complètement politiquement démocrates ? Nous sommes métaphysiquement démocrates parce que, dans nos sociétés, aucun d'entre nous n'accepte plus, n'accepterait plus, si cela lui était imposé, que ses choix fondamentaux en matière personnelle, en matière professionnelle, en matière idéologique mais aussi dans le domaine de ses loisirs, lui soient dictés par une quelconque puissance supérieure qui déciderait de ce qui est « bien » pour lui à sa place. C'est la montée de ce que les sociologues et les philosophes appellent « l'individualisme social ». Cet individualisme social est un phénomène sur lequel nous ne reviendrons sans doute pas dans nos sociétés occidentales : nous sommes devenus rétifs à toute forme de pouvoir transcendant et, même si certaines ou certains croient encore en l'existence d'une transcendance spirituelle, peu souhaitent que celle-ci fasse la loi parmi les

humains et viennent régenter nos vies individuelles comme notre destin collectif. Nous en sommes convaincus : les humains que nous sommes ont vocation à décider de leur histoire et à choisir leur avenir.

Mais, si nous avons tous fait le premier pas – nous revendiquons chacun notre liberté individuelle – il n'est pas sûr que nous soyons d'ores et déjà capables de faire le second et de construire un avenir commun. Nous avons fait exploser les sociétés holistiques, nous n'avons pas encore construit des sociétés complètement démocratiques. Les individus se sont dégagés de la tutelle d'une transcendance toute-puissante, ils ne se sont pas encore agrégés en véritables collectifs. Les intérêts individuels ne sont donc plus ni « contenus » dans une « totalité imposée » ni ressaisis et dépassés en un bien commun assumé.

Je pointerai rapidement quelques indices de ce premier pas que nous avons fait et de ce second que nous peinons à faire. De notre premier pas, nous voyons, en effet, les conséquences dans l'institution scolaire, mais aussi dans les loisirs et l'éducation populaire : c'est, par exemple, l'irruption des parents, identifiés souvent à des consommateurs et parfois à de simples « usagers », c'est cette transformation progressive, sous nos yeux, des institutions en services, des projets collectifs en une juxtaposition de guichets individuels.

Cette évolution entraîne même, chez beaucoup de nos concitoyens, certaines formes de schizophrénie. Ainsi proclamons-nous l'importance de la mixité sociale, mais, quand il s'agit de nos propres enfants, nous préférons leur épargner les mauvaises fréquentations. Simultanément, nous affirmons lutter contre les inégalités et utilisons des modalités plus ou moins officielles de « soutien » privé. Parfois même, nous utilisons nos connaissances de l'institution pour les mettre au service de nos intérêts individuels... Mais, cette forme de schizophrénie ne doit pas engendrer chez nous une culpabilité quelconque : elle est simplement le signe que nous ne sommes pas encore parvenus à construire un bien commun au nom duquel on peut demander à quelqu'un de sacrifier provisoirement son intérêt individuel.

En effet, tant que nous ne saurons pas dire, expliquer et montrer, que l'école publique, que l'école pour toutes et tous, que l'école de la mixité sociale et de la coopération est porteuse de promesses d'avenir et constitue un idéal commun, il ne nous est pas possible de nous opposer aux démarches de ceux qui affirment : « Puisque le service public n'est pas à la hauteur de mes attentes et qu'on ne me propose rien qui me convainque qu'il est l'avenir, je choisis mes intérêts privés. » Plus largement – et nous voyons cela à l'œuvre aujourd'hui – se répand l'idée que la seule innovation attractive se trouve dans les marges, voire à l'extérieur des institutions publiques et nous peinons à convaincre qu'on peut innover sans privatiser.

Cette réalité-là apparaît dans le très beau film de Jean-Michel Djan qui souligne la fragilisation de nos institutions. L'école est dans ce cas, mais pas seulement : les grands mouvements d'éducation populaire comme le vôtre vivent aussi les assauts d'un individualisme social auquel ils peinent à opposer une vision moins consumériste, plus globale et authentiquement politique de l'éducation. Un peu partout la logique des services se substitue à celle des institutions.

Précisons : ce qui caractérise une institution, c'est que sa qualité ne se mesure pas à la satisfaction des usagers. Nul n'imaginerait que la qualité de la justice se mesure à la satisfaction des justiciables ! La qualité de la justice se mesure à sa capacité à incarner la valeur fondatrice de la justice. De même, la qualité de l'institution scolaire ne se mesure ni à la satisfaction des professeurs, ni à celle des parents, ni même à celle des élèves, elle se mesure à sa capacité à incarner la justice et à préparer un avenir solidaire dans notre république laïque.

C'est pourquoi, il faut nous inquiéter d'un service public qui, à certains égards, est déjà un peu privatisé. Il faut nous inquiéter de la montée des logiques de marché au sein du

service public et à l'extérieur de ce service public chaque fois qu'il délègue à des officines plus ou moins privées la charge de suivre les élèves ou d'assumer leur accompagnement.

Nous assistons là, en effet, à la montée de ce que j'ai appelé, dans mes travaux, un fonctionnement centrifuge qui finit par vider l'institution de ce qui la constitue réellement et par faire de la classe le lieu où l'on passe beaucoup de temps à évaluer les élèves pour savoir s'ils ne seraient pas mieux ailleurs... et s'il n'y a pas, ici ou là, un spécialiste susceptible de résoudre tous les problèmes qui pourraient émerger, ou que l'on pourrait faire émerger. Ce fonctionnement centrifuge, qui s'appuie sur un modèle médical dévoyé – celui de « l'homme-machine » à réparer –, développe à l'infini le couple « détection / dérivation » et fait perdre son sens à l'idée même d'une institution qui doit toujours, par principe, être à elle-même son propre recours.

Ainsi, si nous voulons vraiment faire de notre école « un bien commun », si nous croyons qu'elle est la pierre de touche de la construction d'une société plus démocratique, solidaire et équitable, alors il faut en prendre les moyens. Il faut, par exemple, comme l'a annoncé la ministre, proportionner clairement les dotations des établissements (en intégrant les salaires, bien sûr et en termes de « budget consolidé ») aux difficultés sociales des élèves et cela aussi bien que l'enseignement public que dans toutes les formes d'enseignement privé subventionnées par l'État.

Mais il y a, évidemment, d'autres effets de l'individualisme social et du bien commun introuvable que nous devons prendre au sérieux et sur lesquels nous devons combattre : c'est le développement de l'instruction à la maison, c'est la montée en puissance de l'enseignement privé hors-contrat, c'est l'hégémonie consommatoire en matière de loisirs, c'est la construction de ghettos et de clans dans tous les domaines, ce sont tous les phénomènes de repli sur soi et de quête du « bonheur personnel » dont témoigne le formidable succès de la littérature du développement personnel, c'est le culte du corps qui ramène toute activité de l'esprit à une forme de souffrance et qui fait se demander à beaucoup de nos élèves, « pourquoi ils se prendraient la tête alors que toute la société les exhorte plutôt à prendre leur pied ». Tout cela est le signe que nous sommes devenus « métaphysiquement démocrates », mais nous ne sommes pas encore politiquement démocrates : les individus coexistent, au mieux, mais ils peinent à se donner un « commun ».

Cela a été dit au cours d'une table ronde, lors de ce congrès : la démocratie est intrinsèquement décevante. J'ajouterai qu'elle est aussi consubstantiellement fragile. Et intrinsèquement tâtonnante. Observons quelques éléments de ce tâtonnement : la réduction de la démocratie à la délégation sans contrôle et, peut-être plus dangereuse encore, la réduction de la démocratie au seul vote. Bien évidemment, il n'est pas question de se passer du vote, mais il n'est pas question non plus de considérer que le vote est la garantie de la démocratie. Le Pape et Miss Monde sont élus, mais ce ne sont pas vraiment des élections démocratiques ! De la même manière, on nous appelle en permanence à voter sur Internet pour dire si nous sommes, ou non, satisfaits de ceci ou de cela. Pire encore : le moindre clic que nous effectuons sur notre ordinateur est considéré comme un vote. Ce n'est pas, pour autant, de la démocratie ! C'est même, à mon sens, l'inverse de la démocratie, parce que cela réduit le vote à une sorte d'officialisation du sondage. Or, le sondage n'est pas un vote : le sondage est la saisie d'une opinion avant un débat construit, avant des désaccords rationalisés, avant un travail collectif sur la complexité des phénomènes et les moyens de les traiter qui constitue, évidemment, la base de la démocratie.

C'est pourquoi je crois que notre démocratie doit apprendre à construire ses désaccords et à élaborer des débats où l'on puisse fabriquer du « commun » à partir des points de vue singuliers. Tout le contraire, en réalité, des débats que les médias nous présentent habituellement qui sont fabriqués autour d'oppositions, les cultivent et renvoient à des querelles sans fin de territoire et de pouvoir.

Enfin, puis-je me permettre d'ajouter que la France reste trop, à mon sens, trop tributaire encore attachée de tous les oripeaux de la monarchie. Je ne suis pas partisan de

transformer, en quelques jours, tous les palais ministériels en musées nationaux, mais il me semble que, dans ce domaine, un peu de modestie siérait bien et qu'un retour à une forme plus simple, plus fraternelle, d'exercice de l'autorité serait un bon signal et pourrait être une bonne impulsion pour faire avancer la démocratie.

Car, au-delà de cet aspect que vous jugerez peut-être un peu folklorique, la démocratie me paraît se caractériser – cela a été dit aussi dans une table ronde – par le fait que, comme le soulignait Claude Lefort, « le lieu du pouvoir y est vide ». On pourrait même avancer qu'une démocratie doit s'efforcer obstinément à remplacer le pouvoir par l'autorité, processus jamais terminé, processus perpétuellement menacé par tous ceux et toutes celles qui considèrent qu'ils détiennent une autorité par nature – donc un pouvoir – et non pas au titre de leurs responsabilités.

Dire que, dans la démocratie, le lieu du pouvoir est vide, c'est dire, en effet, que nul n'a légitimité à exercer le pouvoir par tradition, par la force, la séduction ou l'emprise. Dans une démocratie, on exerce une responsabilité qui vous confère une autorité, et cela au titre de votre contribution au « bien commun ».

Et, bien sûr, si nous devons assumer qu'au sens d'Hannah Arendt, l'école et toutes les institutions éducatives sont des « espaces pré-politiques », l'éducation n'en a pas moins à former nos enfants à la découverte et à l'exercice de l'autorité légitime. À cet égard, je n'ai aucune difficulté pour reconnaître à un élève de cinq ans une autorité sur le bocal à poisson rouge ! S'il a la responsabilité du bocal à poisson rouge, il a le droit de dire à ses camarades, même s'ils ont 10, 12 ans ou 15 ans, même s'ils parlent plus fort que lui, même s'ils ont de plus gros muscles : « *Tu n'as pas le droit de mettre des saletés dans le bocal à poissons rouges et je peux te l'interdire car j'en suis responsable et, dispose, à ce titre, d'une autorité sur toi.* »

Lier l'autorité à la responsabilité, lutter contre toutes les formes de pouvoir fondé sur la violence, celle des mots comme celle des actes, fondé sur toutes les formes d'hérédité et d'injustice, fondé sur toutes les formes de privilèges, tel est un des enjeux majeurs de l'éducation populaire, un des enjeux majeurs de la démocratie, un des combats essentiels, me semble-t-il, de la Ligue de l'enseignement. Un combat politique au sens le plus global, un combat quotidien en ce qu'il doit être présent dans chacune de vos activités au quotidien, dans « le moindre geste ».

Oui, décidément, dans bien des domaines, la démocratie reste à construire et le bien commun à inventer ensemble. Et cela nous engage à miser sur la confiance dont Pierre Rosanvallon disait, dans son intervention audiovisuelle, qu'elle était un formidable « économiseur d'institutions », un outil essentiel pour permettre la coopération effective sans le contrôle permanent et la menace constante de la judiciarisation. Certes, j'entends ceux et celles qui voient dans ce propos un aspect un peu « bisounours », je comprends et approuve l'idée qu'il ne faut pas cacher les désaccords et entretenir les ambiguïtés, mais je reste néanmoins profondément attaché à cette « confiance », à condition d'être clair sur le fait qu'elle ne se maintient, ne se développe et n'est créatrice de liens et de sens qu'accompagnée de l'exigence de la parole tenue.

Et le problème de notre démocratie, le problème de nous autres, adultes, à l'égard des générations qui viennent, c'est bien celui de la parole tenue. Comment pouvons-nous demander aux jeunes de tenir parole, d'être loyaux, fidèles dans leurs engagements dès lors que nous oscillons en permanence, dans nos réactions familiales, éducatives et politiques, entre l'autoritarisme et le laxisme ? Comment pouvons-nous demander aux jeunes de se construire dès lors que nous peinons à mettre en cohérence nos finalités et nos pratiques, jusqu'à parfois s'engouffrer dans la béance entre les deux ?

Car, ne croyons pas, mes amis, que la cohérence entre les finalités et les pratiques est quelque chose de facile, ne croyons pas que c'est quelque chose qui nous serait donné simplement à proportion de notre bonne volonté. Beaucoup de nos institutions, en effet, annoncent des finalités générales et généreuses pendant qu'elles reproduisent des pratiques

au moindre coût. On se satisfait ainsi sur le plan narcissique par un affichage de belles intentions, tandis qu'on se satisfait sur le plan économique par la reproduction de l'identique.

Entre les finalités et les pratiques, il nous faut construire obstinément de la cohérence. La cohérence, c'est peut-être ce qu'il y a aujourd'hui le plus subversif. Il faut se tourner sans cesse vers ceux et celles que nous avons élus, vers ceux et celles qui annoncent des formidables finalités et leur demander fermement : « *Mais pourquoi donc ne faites-vous pas ce que vous dites ?* » Et, bien sûr, ce qui vaut pour le politique, vaut aussi pour nous au quotidien, tant nous peinons nous-mêmes à mettre en cohérence nos convictions et nos pratiques.

Parcourir sans cesse la chaîne dans les deux sens, se demander en permanence comment nos finalités peuvent s'incarner dans nos pratiques et en quoi nos pratiques reflètent nos finalités, interroger en permanence, dans cet aller-retour incessant et laborieux, la cohérence de notre engagement, c'est, je crois, une des conditions fondamentales pour crédibiliser toute forme de démocratie, que ce soit au sein de chacune de nos associations, au sein de chacune de nos institutions, au sein de chaque classe, au sein de chaque famille. Et ne croyons pas que cela est facile : nous sommes toujours tentés de trouver des excuses et des échappatoires, nous sommes toujours tentés de juxtaposer des beaux discours et des pratiques médiocres, nous sommes toujours tentés de nous réfugier dans les circonvolutions de justifications conjoncturelles. Et puis, il ne faudrait pas croire que les pratiques sont contenues dans les finalités comme les noix dans leurs coquilles : les pratiques relèvent toujours d'un travail d'invention, elles requièrent, tout à la fois, de l'imagination et de l'obstination, de la réflexion et de la confrontation, à chaque échelon, à chaque niveau ; c'est ce qu'avait fait Jean Macé, c'est ce à quoi nous sommes assignés aujourd'hui. Ce travail qui fait de nous des « acteurs de cohérence » est fondateur, essentiel. Pour nous-mêmes, bien sûr, mais aussi pour les jeunes générations : parce que si nous n'incarbons pas cet effort de cohérence inventive, de fidélité à nos idéaux, nous nous décrédisons, nous ne pouvons plus rien exiger, nous laissons triompher, tout à la fois, l'hypocrisie et la désespérance, le carriérisme et le populisme.

### ***La fin des grands récits et la nécessaire construction du commun***

Oui, c'est vrai, les grands récits sont un peu épuisés, cela a été dit à plusieurs reprises tout au long de ce congrès, que ce soit le récit religieux, le récit marxiste, le récit technique du bonheur par le progrès... mais oui - nous l'avons entendu également à plusieurs reprises -, cela ne signifie pas la fin des engagements. Les réactions de la salle quand quelqu'un a dit à la tribune que l'engagement était en difficulté en témoignent : il y a de beaux engagements aujourd'hui, des engagements plein de promesses...

Mais néanmoins, je reste convaincu que, s'il y a beaucoup de personnes décidées à s'engager, il y a une vraie difficulté d'agréger ces engagements individuels dans un projet fédérateur. Il y a une vraie difficulté - comme cela a été dit à plusieurs reprises - de fédérer ces engagements, individuels ou collectifs, dans une vision du monde, un idéal commun porteur non pas de calculs, mais de ces « intérêts fabuleux » dont parlait Gaston Bachelard. Quand, dans *L'eau et les rêves*, Bachelard évoque ces humains qui, il y a très longtemps, alors qu'ils se croyaient seuls sur une île, ont pris un canot pour aller vers ces immensités infinies des flots, il précise : « *Aucune utilité ne peut légitimer le risque immense de partir sur les flots, car les véritables intérêts, les intérêts puissants sont les intérêts chimériques, ce sont les intérêts qu'on rêve, ce ne sont pas ceux que l'on calcule, ce sont les intérêts fabuleux* ».

Oui, nous sommes en quête d'« intérêts fabuleux », nous sommes en quête de cette vision du monde, de cette utopie fondatrice qui ne soit plus, comme dans les grandes « utopies traditionnelles », de Platon à Campanella, de Thomas More aux univers de science-fiction, une utopie de la fixité, de la reproduction horlogère d'une société définitivement structurée dans une gestion technocratique des différences, mais une utopie

de la mobilité, de la promotion des individus et des personnes. Nous sommes à la recherche de cette utopie et il nous faut lui donner des formes suffisamment entendables, suffisamment acceptables, suffisamment saisissables pour convaincre nos contemporains de s'exhausser au-dessus des piétinements du présent, pour les convaincre de s'exhausser au-dessus des difficultés et même des échecs que nous pouvons vivre.

Oui, c'est vrai, nous voyons aujourd'hui des logiques s'entrechoquer sous nos yeux. Les sociologues Boltanski et Thévenot nous ont montré, il y a quelque temps déjà, que notre société était traversée par des logiques qui avaient chacune leurs raisons et qui s'affrontaient avec chacune leur légitimité propre. Entre la logique domestique, la logique marchande, la logique familiale, la logique citoyenne, il y a des contradictions et ces contradictions ne nous permettent pas facilement de nous mettre autour de la table pour dégager des perspectives communes.

Il y a également des clivages qui émergent et qui ont été plusieurs fois évoqués au cours de ce congrès, autour de la question de la laïcité. J'entends, et nous entendons tous, l'impératif d'être ferme et de n'accepter aucun recul sur les principes de la laïcité. L'école a le devoir de ne rien céder sur la laïcité... de la même manière qu'elle a le devoir de ne rien céder sur la vérité. Pas question de céder sur les identités remarquables en mathématiques, la chronologie de la Révolution française ou les règles de l'orthographe. Mais ce n'est pas parce qu'on ne cède rien sur l'orthographe qu'on met à la porte ceux et celles qui ignorent l'orthographe ! C'est au contraire parce qu'on ne cède rien sur l'orthographe qu'on s'efforce de rendre l'orthographe intelligible, désirable et défendable partout et par tous.

Et, pour faire entendre cela, pour que nos exigences ne soient pas enrôlées par nos adversaires et deviennent des prétextes pour l'exclusion, pour que la laïcité ne soit pas récupérée par les tenants du repli identitaire, il nous reste encore un peu de travail.

En travaillant un peu partout en France dans des écoles maternelles et primaires, dans des collèges et des lycées, je vois beaucoup d'enfants pris dans ce qu'on pourrait appeler des conflits de loyauté, entre leur culture d'origine, voire leur religion dans laquelle ils baignent dès la toute petite enfance, et les principes de l'école. Nous ne pouvons pas ignorer ces conflits de loyauté au nom de la fermeté nécessaire sur les principes de laïcité. Nous avons, au contraire, à prendre appui sur cette fermeté pour aider ces enfants à vivre ces conflits de loyauté le moins mal possible et à se construire en entendant que la laïcité ne les agresse pas, mais qu'elle les protège, qu'elle les défend, qu'elle leur permet de se réaliser.

Plus profondément encore, notre monde, notre modernité me semblent travaillés par une question, une question difficile, une question que les terribles attentats de 2015 ont réactivée en la poussant à la limite, c'est la question que Platon pose dans la première page de son œuvre majeure, *La République*, quand il se demande comment faire entendre raison à celui qui n'est pas dans la raison, ou, plus simplement encore, comment se faire entendre de celui qui ne veut pas entendre. Et c'est bien la question lancinante que se pose notre modernité au regard des intégrismes fanatiques : comment faire entendre raison à celui qui n'est pas dans la raison ?

Certes, je ne dois rien céder sur la rationalité, mais il est difficile, si quelqu'un vous agresse avec un couteau, de tenter de l'interrompre en lui expliquant les principes de la *Critique de la Raison Pratique* de Kant ! Vous risquez d'être assassiné avant d'avoir commencé le début de l'introduction ! Car, oui, nous sommes agressés et nous avons affaire au quotidien à des êtres qui ne sont pas dans la raison, pas dans « notre » raison, en tout cas, et avec lesquels notre langage ne fonctionne plus. C'est vrai pour ceux et celles qui se revendiquent d'un radicalisme intégriste, mais c'est vrai aussi pour un certain nombre de nos élèves, de nos jeunes, à qui nous tentons désespérément de dire : « *Tu dois travailler, chercher un emploi... - Mais, je n'en ai rien à faire... tout cela je n'y crois pas et ça ne me mènera à rien ! - Tu sais, c'est important pour toi d'apprendre ! - Mais l'école, je n'en ai rien à faire ! - Tu vas le regretter un jour... - De toute façon, vous êtes qui, vous, pour me donner*

*des ordres... - Ce sont juste des conseils. Je veux ton bien ! – Mais qu'est-ce que tu en sais de mon bien ? Laisse-moi tranquille... »*

Nous peinons ainsi en face de ceux et celles qui sont dans des pulsions primaires sur lesquelles nous n'avons pas prise, dans des croyances archaïques qui nous sont présentées comme indépassables, dans des réponses automatisées imposées par le clan. Nous peinons à les faire accéder à ce dialogue de la raison avec la raison, puisque eux, délibérément, ont choisi de ne pas être dans la raison. Et qu'ils font même de cela un élément de leur construction identitaire.

Les neurosciences nous décrivent à leur manière ce phénomène. Le Prix Nobel d'économie, Daniel Kahneman, nous explique ainsi, à partir des travaux qu'il a mené sur les décisions en matière économique, qu'il y a deux systèmes de décision chez l'être humain qui renvoient à deux zones cérébrales : ce qu'il appelle le système 1 et le système 2. Le système 1, c'est le système par lequel nous décidons spontanément et sans réfléchir. Le système 2 est celui qui relève de la réflexivité. Le problème, dit Kahneman - et c'est bien notre problème, à nous éducateurs - c'est que nul ne détient le commutateur qui permet de passer du passage du système 1 au système 2. Or, la question de l'éducation - que ce soit l'éducation familiale, populaire ou scolaire - c'est bien d'aider chacun de nos enfants à passer de l'un à l'autre. C'est ce que disait très joliment, dans son intervention, mon collègue Michel Lussault quand il expliquait que l'école était le lieu où l'on pouvait, où l'on devait, apprendre à avoir tort contre soi et raison avec les autres.

Mais comment faire ? Comment faire pour, selon la belle formule d'Olivier Houdé, « apprendre à résister » à l'impulsion première ? Comment faire pour passer de ces réactions spontanées, de ces crispations identitaires, à une réflexivité élaborée qui permettra, tout à la fois, d'entrer dans la connaissance, d'entrer dans le débat et d'entrer dans la démocratie ?

J'entends, comme vous, sur les ondes, bien souvent et dès qu'il y a un conflit qui émerge : « *Il faut mettre tout le monde autour de la table* ». Le problème, c'est que nous ne sommes pas sûrs qu'il y ait encore une table ! Écoutons ce que dit, à ce sujet, Marcel Mauss dans son bel *Essai sur le don* : « *Pour commencer, il fallut d'abord savoir poser les lances. C'est ainsi que le clan, la tribu, les peuples ont su, et c'est ainsi que demain les nations et les individus doivent savoir, s'opposer sans se massacrer et se donner sans se sacrifier les uns aux autres. C'est là un des secrets permanents de leur sagesse. [...] Les Chroniques d'Arthur racontent comment le roi, avec l'aide d'un charpentier de Cornouailles, inventa cette merveille de la cour : la table miraculeuse autour de laquelle les chevaliers ne se battirent plus. [...] Il est inutile d'aller chercher plus loin quel est le bien et le bonheur. Il est là, dans la paix partagée et le travail bien rythmé, en commun et solitaire alternativement. Il est dans la richesse amassée puis redistribuée dans le respect mutuel et la générosité réciproque que l'éducation enseigne* ».

Mais nous n'avons plus sous la main le charpentier de Cornouailles. Nous le cherchons désespérément et Hannah Arendt nous dit à quel point il est difficile à trouver quand, dans *Condition de l'homme moderne*, elle nous explique que « *le monde commun, qui nous rassemble mais aussi nous empêche de tomber les uns sur les autres, a progressivement disparu* ». Elle précise : « *Le monde qui est entre nous n'a plus le pouvoir de nous rassembler, de nous relier, ni de nous séparer d'ailleurs. Étrange situation qui évoque une séance de spiritisme où les adeptes, victimes d'un tour de magie, verraient leur table soudain disparaître, les personnes assises les unes en face des autres n'étant plus séparées ni reliées par quoi que ce soit de tangible* ».

Et, effectivement, nous n'avons plus de table. Plus de table pour nous relier et nous séparer, pour structurer nos échanges, pour nous inviter à poser nos lances à l'entrée... poser nos lances, c'est-à-dire entrer dans le « symbolique », le *symbolon* - le « sans javelot » -, c'est-à-dire dans la parole, la parole argumentée, la parole qui respecte l'autre et l'engage à construire le monde ensemble. La parole qui nous permet, autour de la table, de

ne pas nous précipiter les uns sur les autres jusqu'à l'anéantissement réciproque, mais de reconnaître que nous participons déjà d'un « commun » et que nous pouvons poursuivre nos échanges pour le prolonger et faire ensemble un monde meilleur.

Alors, faute du retour du charpentier de Cornouailles, de quoi disposons-nous pour construire cette table ?

D'abord, dans la grande tradition de l'école républicaine, cette table se construit - et Ferdinand Buisson l'a longuement et magnifiquement développé - par le travail soigneux de « désintringation » du savoir et du croire. Nous ne sommes pas là pour éradiquer les « croire », mais nous sommes là pour montrer que les « croire » divisent quand les « savoirs » unissent et constituent précisément cette table autour de laquelle nous pouvons nous rassembler. Mais - et les fondateurs de la laïque le savaient bien - la chose n'est pas facile car, expliquait déjà Buisson : « *Demander aux élèves de séparer les savoirs des croyances, n'est pas possible si l'on enseigne nos savoirs comme des croyances* ». Exigence bien plus difficile qu'il n'y paraît. Comment enseigner nos savoirs pour qu'ils n'apparaissent pas comme des croyances ? Croyance contre croyance : « *Tu dis ça ? Moi, je dis autre chose* » et c'est le plus fort qui va l'emporter. Non, ce n'est pas le plus fort qui va l'emporter car, à l'école, on justifie. À l'école, le souci de la précision, de la justesse, de la rigueur et de la vérité l'emporte sur les rapports de forces et c'est cela qui doit être au cœur de toute véritable Refondation, en amont de toutes les questions de machinerie, d'organisation et même de programme. À l'école, on justifie, à l'école c'est la vérité et non la force qui fait loi.

Mais, entrer dans cette exigence ne va pas de soi pour beaucoup d'élèves et cela requiert un travail pédagogique long et complexe, bien loin de toutes les caricatures. Cela requiert un effort permanent du maître pour « arraisonner » l'élève en lui faisant vivre des expériences scientifiques, en interpellant sans cesse en lui le sujet qui se cache, en étant à l'écoute de tout ce qui peut constituer une « prise » à l'interargumentation rationnelle, en l'impliquant dans des projets où il découvre que la violence et le repli ne résolvent jamais durablement le moindre problème. C'est ainsi qu'en éducation, loin des projecteurs médiatiques, se construit patiemment le « commun ».

Mais, à côté de ce travail bien engagé par de nombreux enseignants dans la mouvance de « l'éducation nouvelle » et des « méthodes actives », je crois qu'il faut aussi aujourd'hui, comme le suggère la philosophe américaine Martha Nussbaum, que toute éducation soit éducation à l'empathie. Car, il y a, dans la barbarie et dans toutes les formes de conflits violents qui gangrènent notre société, quelque chose comme une négation radicale de l'autre être. Et je crois, comme Martha Nussbaum, que l'éducation, sous toutes ses formes, doit être l'occasion de découvrir « soi-même comme un autre », comme le disait Paul Ricœur, mais aussi l'autre comme un autre soi-même. Découvrir ce qui nous réunit en deçà et au-delà de ce qui nous sépare, découvrir que nous sommes tous faits des mêmes peurs, des mêmes inquiétudes et des mêmes espérances, découvrir que, quand nous faisons quelque chose, cela peut faire souffrir l'autre et être capable de se représenter cette souffrance... voilà des événements fondateurs pour une authentique éducation à « l'humaine condition ». Une éducation qui aide chaque enfant et chaque adulte à écarter à jamais la tentation de l'inhumain, la tentation de détruire l'humain en soi et dans les autres.

Cette découverte passe par les arts et la littérature où nous rencontrons cette humanité et où nous éprouvons notre fraternité. Elle passe aussi par la construction de vrais collectifs où, des humains, s'engagent ensemble, en dépit et en raison de leurs différences, dans un projet commun. Elle passe, enfin, par un dialogue des cultures qui, loin de tout relativisme, permet d'approcher les questions fondatrices, de comprendre que, si nous ne partageons pas les mêmes réponses, nous sommes fils et filles des mêmes questions et que ce « commun-là nous rend profondément solidaires. C'est en ce sens que je crois au dialogue des cultures : non pour sombrer dans l'éclectisme ou exalter « le folklore de la différence », mais parce qu'en entendant, dans la culture de l'autre, des questions qui

résonnent dans la mienne, nous pouvons entrer ensuite en discussion, engager un échange, ouvrir un débat sur nos différentes réponses. Nos contemporains, et les jeunes en particulier, n'entreront dans des débats féconds que s'ils reconnaissent la dimension culturelle des autres systèmes de représentation symbolique du monde que les leurs. Il ne s'agit pas, le moins du monde, d'exiger d'eux qu'ils renoncent à leur « identité » – elle-même métisse –, mais, bien plutôt, qu'ils perçoivent que ce qui réunit les cultures – et n'interdit nullement d'avoir à leur sujet des jugements de valeur –, c'est qu'elles sont des moyens de répondre à des questions que nous partageons, et, tout particulièrement, la question du sens de la vie et de notre passage sur notre Terre-Patrie. Pas question, bien sûr, de mettre toutes les religions sur le même plan, ni de considérer comme équivalentes la représentation du monde dans la philosophie grecque et celle du bouddhisme. Pas question, non plus, de ne pas faire la différence entre les tragédies de Racine et la « culture manga »... D'ailleurs, malgré les procès d'intention que l'on nous fait tous les jours, personne ne bascule dans de tels amalgames ! En revanche, il est possible d'entendre ce que les cultures africaines nous disent sur les rites de passage et la relation entre les générations et de se demander ensemble si, dans notre culture contemporaine, nous faisons assez de place à ces questions. Comme il est possible d'identifier dans la « culture manga » un rapport au tragique que l'on peut approcher aussi – et peut-être mieux – dans la théogonie d'Hésiode. Car ce qui fait la valeur d'une culture, ce n'est pas, d'abord, comme on voudrait nous le faire croire trop souvent sa capacité de distinction – de séparation – mais sa capacité d'intégration, sa capacité à faire résonner ce que chacun a de plus intime avec ce qu'il y a de plus universel.

Enfin, à côté de la question essentielle du « savoir » et du « croire », à côté de la nécessaire découverte de ce qui réunit les humains au-delà de tout ce qui peut les séparer, je suis convaincu que la construction du « commun » doit passer par l'apprentissage – qui est au cœur des valeurs de l'Éducation populaire – du « faire ensemble. Le « faire ensemble » est bien plus que le « vivre ensemble », car on peut « vivre ensemble dans l'indifférence réciproque, sous la coupe d'un gourou charismatique ou contenus par des dispositifs de contrôle qui dissuadent de tout écart à la norme. On peut « vivre ensemble » sans construire du collectif... Or, c'est du collectif dont nous avons besoin. Et de vrais collectifs éducatifs où se fasse l'apprentissage de l'autorité légitime comme celui de la solidarité en actes.

Attention, bien sûr, à ne pas confondre « collectif éducatif » et « collectif productif ». La caractéristique d'un « collectif productif » dans nos sociétés libérales, c'est la division, du travail. Un collectif éducatif ne peut se caler sur ce fonctionnement. Un travail de groupe dans une classe ou une activité de loisirs ne doit pas laisser se cliver spontanément les enfants en concepteurs, exécutants, chômeurs et gêneurs... Ce serait catastrophique ! Cela aboutirait à entériner les inégalités sociales et, même, au-delà, à les faire intérioriser et « naturaliser » par les enfants. Dans un collectif éducatif ou de formation, chacun doit pouvoir exercer tous les rôles et toutes les tâches, chacun doit pouvoir s'essayer à d'autres rôles et d'autres tâches, chacun doit pouvoir découvrir d'autres choses que ce qu'il sait déjà faire ou vers quoi il va spontanément. Et, pour cela, il faut assumer le fait de perdre du temps, de tâtonner ensemble, car, comme le disait Rousseau et comme cela a été tant de fois rappelé à cette tribune, en éducation, « il faut toujours perdre du temps pour en gagner ».

Par ailleurs, un vrai collectif constitue, me semble-t-il, un atout formidable pour la formation à la liberté. Il y a quelques années, j'ai fait une étude, avec un collègue de mon université spécialisé dans les transports, sur le comportement de jeunes appartenant à des « bandes » dans les « cités », sur leurs attitudes réciproques et leurs déplacements symboliques comme géographiques. Nous avons observé, lui et moi, mais dans des registres différents, à quel point ces jeunes étaient « aspirés » par le fonctionnement fusionnel de leur groupe d'appartenance : interdiction de prendre son copain ou sa copine à l'extérieur du groupe, d'aimer quelque chose qui n'est pas labellisé par le groupe, de décider

quelque chose sans l'aval du groupe, interdiction même d'aller quelque part sans être, d'une manière ou d'une autre, surveillé par le groupe. J'avais alors nommé cela « l'effet jokari » : un jokari est un plot de bois avec un élastique et une boule de caoutchouc au bout sur laquelle vous frappez avec une raquette ; et, bien sûr, plus vous envoyez la boule loin, plus elle revient brutalement. C'est exactement ce qui se passe dans les groupes fusionnels... Et je me posais alors une question qui me semble rester terriblement d'actualité : comment se fait-il que des jeunes aujourd'hui préfèrent adhérer à des groupes fusionnels qui, certes, leur confèrent identité et sécurité, mais les obligent à sacrifier complètement leur liberté ? N'avons-nous pas à leur proposer des collectifs où ils bénéficieraient aussi d'une identité, où ils seraient protégés, mais où ils apprendraient également que leur liberté est une richesse à laquelle ils ne doivent jamais renoncer ?

Car, c'est bien cela qu'un mouvement comme La Ligue se donne comme objectif : créer du commun sans communautarisme, fabriquer du collectif sans assujettissement, favoriser l'émergence de la liberté de chacune et de chacun sans basculer, pour autant, dans l'individualisme. Bref, faire l'expérience d'un engagement individuel pour une solidarité collective. Et, il y a là, je crois un enjeu majeur pour nous tous, un enjeu que vous avez développé tout au long de ce congrès. Cet enjeu – ne nous le cachons pas – c'est aussi celui de la générosité. Peut-être, en effet, avons-nous trop laissé ringardiser la générosité ? Avons-nous suffisamment dit à quel point le soupçon systématique porté sur elle par quelques intellectuels plus ou moins médiatiques nous a fait beaucoup de mal en laissant nos jeunes sur un terrain idéologique ravagé où seule l'esthétique de la désespérance apparaît comme une planche de salut individuel ? N'avons-nous pas trop renoncé à montrer en quoi la générosité restait un impératif ? Impératif pour nous : pour ne pas nous enfermer dans nos lamentations narcissiques. Impératif pour nos jeunes : pour qu'ils n'aient pas, en face d'eux, comme idéal, que le consumérisme compulsif ou la radicalité barbare.

### ***En guise de conclusion...***

Voilà la perspective ! Et votre congrès l'a bien exprimée. Tout cela, bien sûr, c'est le projet, c'est ce qui vous porte, et tout cela ne pourra se faire que si, comme cela a été évoqué à tant de reprises, nous travaillons ensemble, à tous les niveaux et dans tous les domaines, à laisser du temps à la pensée. Donner consistance, comme dit Alain Badiou, à la pensée, décélérer, réfléchir, ne pas être en permanence dans le pulsionnel immédiat mais prendre du temps pour penser ensemble notre avenir. C'est Janusz Korczak qui disait à ses orphelins : *« Je ne te dis pas oui, je ne te dis pas non. Si je te dis oui, je fais de toi un capricieux. Si je te dis non, je fais de toi un dissimulateur. Je te dis « non pas tout de suite... oui, mais peut-être. Réfléchissons-y ensemble et je vais t'aider dans cette réflexion. Je vais même nourrir ta réflexion de contenus culturels qui t'aideront à prendre les bonnes décisions »*. C'est ce que vous avez fait et bien fait lors de ce congrès.

Alors, redisons-le : la pensée est le commun des communs et c'est pourquoi il faut faire exister de la pensée dans tous les endroits et à chaque instant. Dans la famille, en sortant des onomatopées ou de la juxtaposition des face-à-face avec l'écran pour construire de la temporalité, de la réflexivité, des échanges qui font sens. Dans les associations, en associant chacune et chacun à la réflexion collective, en cherchant ensemble inlassablement à incarner nos finalités dans la quotidienneté de nos pratiques. Dans l'école, en prenant le temps de faire réfléchir nos élèves et en ne valorisant plus les réponses immédiates qui permettent à certains de se faire valoir et laissent les autres à la traîne. Décélérons. N'acceptons pas de nous laisser manipuler par ce que Bernard Stiegler nomme « le capitalisme pulsionnel ».

Et déployons obstinément la pensée dans ce monde menacé. Habitons ensemble et en humains solidaires cette Terre-Patrie dont parlait Edgar Morin il y a déjà quelques années. Cette Terre-Patrie qui, peut-être, constitue aujourd'hui, et tout à la fois, la seule horizontalité capable de nous réunir et la seule verticalité capable de nous aider à

transcender nos intérêts immédiats. Cette Terre-Patrie à laquelle nous appartenons les uns et les autres et à laquelle nous avons à faire reconnaître que chaque enfant appartient, quel qu'il soit, où qu'il soit.

Alors oui, la « table ronde », vous la construisez, mes amis. C'est vous qui êtes les nouveaux charpentiers de Cornouailles, des charpentiers au quotidien qui, dans chaque fédération, dans chaque association, construisez la table commune.

Je sais qu'il y a des moments de découragement dans cette construction, il peut y en avoir, il y en a eu et il y en aura peut-être encore. Alors, en ces moments de découragement, répétons-nous ce petit poème de René Char :

*« Redonnez-leur ce qui n'est plus présent en eux,  
« Ils reverront le grain de la moisson s'enfermer dans l'épi et s'agiter sur l'herbe.  
« Apprenez-leur, de la chute à l'essor, les douze mois de leur visage.  
« Ils chériront le vide de leur cœur jusqu'au désir suivant.  
« Car rien ne fait naufrage ou ne se plaît aux cendres ;  
« Et qui sait voir la terre aboutir à des fruits,  
« Point ne l'émeut l'échec quoiqu'il ait tout perdu. »*

Chères amies, chers amis, il y aura peut-être encore quelques hivers, mais nous sommes nombreux à compter, à ce moment-là, sur la Ligue de L'enseignement pour nous aider à préparer le printemps.